

manière habituelle et sous l'autorité et la surveillance d'un tiers à l'une des activités décrites à l'article 2 du présent arrêté et qui le prouvent au moyen d'une attestation délivrée par l'administration communale, à la suite d'une demande introduite avant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat

adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

2 MAI 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 décembre 1968 instaurant des conditions d'exercice de la profession d'installateur-électricien dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, notamment l'article 19, § 2 (1);

Vu l'arrêté royal du 23 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 (2);

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 1968 instaurant des conditions d'exercice de la profession d'installateur-électricien dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie (3);

Vu la consultation du « National Verbond der Zelfstandige Elektriciens en Handelaars in elektrische toestellen », de l'Association nationale des patrons électriciens de Belgique » et de la « Fédération nationale des installateurs électriciens du bâtiment et de l'industrie », effectuée le 16 décembre 1971;

Vu la consultation du Conseil supérieur des Classes moyennes, effectuée le 17 décembre 1971;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 6 décembre 1968 instaurant des conditions d'exercice de la profession d'installateur-électricien dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'installateur-électricien dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. »

en onder leiding en toezicht van een derde hebben deelgenomen aan een van de werkzaamheden beschreven in artikel 2 van dit besluit en die zulke bewijzen door middel van een attest dat hun werd uitgereikt door het gemeentebestuur ingevolge een aanvraag die werd ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van deze bepaling. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

De Staatssecretaris

toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

A. STEVERLYNCK

2 MEI 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 1968 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van elektrotechnisch installateur in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, inzonderheid op artikel 19, § 2 (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 (2);

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 1968 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van elektrotechnisch installateur in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen (3);

Gelet op de raadpleging van het « National Verbond der Zelfstandige Elektriciens en handelaars in elektrische toestellen », en de « Landelijke Vereniging der Meesters Elektriciens van België » en van de « Nationale Federatie van Installateurs-Elektriciens in de Nijverheid en het Bouwbedrijf », die plaatsvond op 18 december 1971;

Gelet op de raadpleging van de Hoge raad voor de Middenstand die plaatsvond op 17 december 1971;

Gelet op de wet van 23 december 1946 tot instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 6 december 1968 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van elektrotechnisch installateur in de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van elektrotechnisch installateur in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen. »

(1) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(2) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(3) *Moniteur belge* du 31 janvier 1969.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1969.

Art. 2. L'article 1er du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. L'activité professionnelle d'installateur-électricien, ne peut être exercée, à titre principal ou accessoire, dans une petite ou moyenne entreprise du commerce ou de l'artisanat, que pour autant que soient réalisées les conditions prescrites par le présent arrêté. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. L'attestation prévue à l'article 3 de la loi du 15 décembre 1970 ne peut être délivrée à une personne désireuse d'exercer l'activité professionnelle d'installateur-électricien que pour autant qu'il soit prouvé, dans les conditions prévues au même article, que sont réunies toutes les connaissances énumérées ci-après :

» 1° les connaissances de gestion prévues à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970;

» 2° les connaissances professionnelles suivantes :

» A. Connaissance des matières premières. Connaissance de leur origine, de leur composition et de leur emploi.

» B. Connaissance des mesures commerciales.

» C. Connaissance de l'outillage, des machines et de l'atelier. Connaissance de leur usage, de leur entretien et de leur organisation.

» D. Connaissance du métier :

» état des lieux d'un bâtiment ; la technique du percement ; la technique du placement et du façonnage du matériel d'installation ; l'exécution des schémas de raccordement, les propriétés et la construction d'appareils électro-ménagers ;

» le règlement technique.

» Notions de mécanique, de force, de travail, de puissance de travail, de mouvement, de vitesse, de transmission d'énergie.

» E. Dessin professionnel.

» Connaissance des signes conventionnels.

» Dessin des schémas électriques pour l'éclairage, la force motrice et la signalisation intérieure.

» F. Connaissance théorique.

» Courant continu, couplages des résistances, variation des tensions et chutes de tensions, travail et puissance, dégagement thermique du courant électrique, les lampes, les interrupteurs, les coupe-circuits, les sources chimiques, l'électro-chimie, le magnétisme, l'électro-magnétisme, instruments de mesures, induction électromagnétique, générateurs à courant continu, système à trois fils, moteurs électriques et freins.

» Courant alternatif, introduction à la technique du courant alternatif, loi d'Ohm, puissance en courant alternatif, couplage de selfs, courant monophasé, générateur à courant alternatif, transformateur, transformation de courant alternatif en courant continu, champ tournant, moteur synchrone et asynchrone, condensateurs, instruments de mesures.

» G. Connaissances des lois et règlements professionnels.

» Notions de droit social et de droit de travail relatives à la profession. »

Art. 4. Les articles 5 et 6 du même arrêté royal sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 5. § 1er. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, § 1er de la loi du 15 décembre 1970, doivent être considérés comme apportant la preuve des connaissances de gestion, les porteurs d'un des titres énumérés à l'article 6, a, de la même loi ou à l'article 32 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de cette loi,

» § 2. Sans préjudice des mêmes dispositions, doivent être considérés comme apportant la preuve des connaissances professionnelles, les porteurs d'un des titres suivants :

» 1° un diplôme ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours technique du niveau secondaire inférieur correspondant à la profession envisagée ;

» 2° un brevet ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours professionnel du niveau secondaire inférieur correspondant à la même profession ;

» 3° un certificat de qualification correspondant à la même profession et visé par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions ;

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De beroepsbekwaamheid van elektrotechnisch installateur mag, als hoofd- of bijberoep, slechts worden uitgeoefend in een kleine of middelgrote handels- of ambachtsonderneming voor zover is voldaan aan de in dit besluit bepaalde eisen. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Het getuigschrift bedoeld bij artikel 5 van de wet van 15 december 1970, mag aan een persoon die de beroepswerkzaamheid van elektrotechnisch installateur wenst uit te oefenen slechts worden uitgereikt voor zover onder de bij hetzelfde artikel bepaalde voorwaarden, bewezen wordt dat aan al de hierna opgesomde kennis werd voldaan :

» 1° de kennis van bedrijfsbeheer bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970;

» 2° de volgende beroepskennis :

» A. Kennis der grondstoffen. Kennis van hun herkomst, hun samenstelling en hun gebruik.

» B. Kennis der handelsmaten.

» C. Kennis van gereedschap, machines en atelier. Kennis van hun gebruik, hun onderhoud en hun inrichting.

» D. Vakkennis :

» de gesteldheid van een gebouw; de doorboorteknik; de techniek van het plaatsen en bewerken van installatiemateriaal; de uitwerking der verbindingsschema's, de eigenschappen en de bouw van elektro-huishoudtoestellen;

» het technisch reglement.

» Begrippen over mechanica, kracht, arbeid, arbeidsvermogen, beweging, snelheid, krachtoverbrenging.

» E. Beroepstekenen.

» Kennis der aangenomen tekens.

» Tekenen van elektrische schema's voor verlichting, drijfkracht en binnenhuissignalisatie.

» F. Theoretische kennis.

» Gelijksstroom, schakeling van weerstanden, spanningsverandering en potentiële daling, arbeid en vermogen, warmteontwikkeling van de elektrische stroom, lampen, schakelaars, smeltveiligheden, chemische bronnen, elektrochemie, magnetisme, elektromagnetisme, meetinstrumenten, elektromagnetische inductie, gelijkstroomgeneratoren, drieleidersstelsel, elektromotoren, remmen.

» Wisselstroom, inleiding tot de wisselstroomtechniek, wet van Ohm, vermogen in wisselstroom, schakeling van smoorspoelen, écnfasestroom, wisselstroomgenerator, transformator, omvorming van wisselstroom in gelijkstroom, draaiend veld, synchrone en asynchrone motor, condensatoren, meetinstrumenten.

» G. Kennis van de wetten en reglementen met betrekking tot het beroep.

» Begrippen van sociaal recht en arbeidsrecht met betrekking tot het beroep. »

Art. 4. De artikelen 5 en 6 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 5. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 8, § 1, van de wet van 15 december 1970, moeten worden geacht het bewijs van de kennis van het bedrijfsbeheer te leveren, de houders van een van de akten opgesomd in artikel 6, a, van dezelfde wet of in artikel 32 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van die wet.

» § 2. Onverminderd dezelfde bepalingen moeten worden geacht het bewijs van de beroepskennis te leveren, de houders van een van de volgende akten :

» 1° een diploma of eindgetuigschrift van een technische school of leergang van het lager secundair niveau dat beantwoordt aan het beoogde beroep;

» 2° een brevet of eindgetuigschrift van een beroepsschool of leergang van het lager secundair niveau dat beantwoordt aan hetzelfde beroep;

» 3° een getuigschrift van geschoutheid voor hetzelfde beroep en geviséerd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft;

» 4° un certificat attestant la réussite d'une épreuve portant sur les connaissances professionnelles énumérées à l'article 4, 2°, du présent arrêté, devant un jury central dont les membres sont nommés par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions;

» 5° un certificat équivalent à l'un des titres repris ci-dessus et délivré par un jury d'Etat.

» Ces titres ne seront toutefois pris en considération que pour autant que leur porteur ait effectué un apprentissage pratique de trois ans dans une section d'école technique ou professionnelle ou dans un cours technique ou professionnel relatif à la profession d'installateur-électricien; l'année d'apprentissage ne sera prise en considération que si elle compte un minimum de deux cents heures de pratique effective.

» L'apprentissage pourra également être accompli auprès d'un patron établi dans la profession d'installateur-électricien ou dans une entreprise où le candidat a exercé effectivement cette profession au titre de responsable du service « Electricité ».

» La preuve de cet apprentissage sera fournie par un certificat délivré par la section d'école technique ou professionnelle, par le cours technique ou professionnel ou par les chefs de l'entreprise dans laquelle il a été effectué. La signature du chef d'entreprise sera légalisée par le bourgmestre de la commune où l'apprentissage a été suivi.

» A défaut de pouvoir produire ce certificat, la preuve de la réalité de l'apprentissage pourra être apportée par tout autre moyen de droit.

» Sont dispensés d'apporter la preuve de l'apprentissage pratique, les porteurs :

» 1° d'un titre de fin d'études d'un niveau supérieur au secondaire inférieur, se rapportant à la profession envisagée et délivré par une section ou un établissement d'enseignement technique ou professionnel organisé, reconnu ou subventionné par l'Etat;

» 2° d'un certificat de patronat correspondant à la profession envisagée et visé par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions;

» 3° d'un diplôme d'ingénieur civil.

» § 3. Doivent aussi être considérés comme apportant la preuve des connaissances de gestion ceux qui prouvent une pratique commerciale ou artisanale exercée selon les modalités et dans les conditions fixées à l'article 6, b ou c de la loi du 15 décembre 1970, et aux articles 34, 35 ou 36 de l'arrêté royal du 25 février 1971.

» § 4. Doivent aussi être considérés comme apportant la preuve des connaissances professionnelles, ceux qui prouvent avoir, pendant cinq ans au moins au cours des dix années précédant la demande d'attestation :

» a) soit pratiqué en qualité de chef d'entreprise une ou plusieurs des activités envisagées à l'article 2 du présent arrêté, ou assuré, sans être engagé dans les liens d'un contrat de louage de services, la gestion journalière d'une entreprise ou d'un établissement où s'exerçaient ces activités;

» b) soit participé à l'exercice d'une ou de plusieurs des mêmes activités en qualité d'employé dans une fonction dirigeante, d'aidant d'un chef d'entreprise ou d'ouvrier occupé comme électricien soit d'installations intérieures soit d'installations de téléphonie, de signalisation et de courant faible ayant appartenu pendant deux ans au moins à la catégorie des monteurs-électriciens qualifiés telle qu'elle est fixée dans les conventions collectives de travail en matière de calcul des salaires conventionnelles conclues en Commission paritaire nationale des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique et rendues obligatoires par arrêté royal.

» Les chefs d'entreprise ne peuvent se prévaloir de cette disposition que pour autant qu'ils aient été immatriculés au registre du commerce pendant toute la période prévue à l'alinéa 1er, du présent paragraphe.

» Lorsqu'ils ont été immatriculés conformément aux lois sur le registre du commerce coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1964, l'immatriculation doit mentionner les rubriques correspondant à l'activité ou aux activités requises.

» Une activité ne peut en aucun cas être prise en considération lorsqu'elle est le fait d'une personne âgée de moins de dix-huit ans.

» 4° een getuigschrift waaruit het slagen blijkt voor een examen over de beroepskennis opgesomd in artikel 4 2° van dit besluit, vóór een centrale examencommissie waarvan de leden zijn benoemd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft;

» 5° een getuigschrift dat gelijkwaardig is aan een van de hierboven vermelde akten en dat uitgereikt werd door een examencommissie van de Staat.

» Deze akten kunnen evenwel slechts in aanmerking genomen worden voor zover de houder ervan een praktische leertijd van drie jaren heeft doorgemaakt in een afdeling van een technische of beroepsschool of in een technische of beroepsleergang betreffende het beroep van elektrotechnisch installateur; het leerjaar kan slechts in aanmerking genomen worden indien het ten minste tweehonderd uren werkelijke praktijk omvat.

» De leertijd kan eveneens worden doorgemaakt bij een in het beroep van elektrotechnisch installateur gevestigd patroon of in een onderneming waar de kandidaat werkelijk dit beroep als verantwoordelijke van de dienst « Electriciteit » heeft uitgeoefend.

» Het bewijs van deze leertijd moet geleverd worden door middel van een getuigschrift uitgereikt door de afdeling van de technische of beroepsschool of door de technische of beroepsleergang of door de hoofden van de onderneming waarin de leertijd is doorlopen. De handtekening van het ondernemingshoofd moet gelegaliseerd worden door de burgemeester van de gemeente waar de leertijd verricht werd.

» Indien het bedoelde getuigschrift niet kan worden voorgelegd, mag het bewijs dat de leertijd werkelijk werd doorgemaakt, worden geleverd door enig ander rechtsmiddel.

» Van het leveren van het bewijs van de praktische leertijd zijn vrijgesteld de houders :

» 1° van een eindakte van een niveau hoger dan het lager secundair, met betrekking tot het beoogde beroep en uitgereikt door een afdeling of een inrichting voor technisch of beroeps-onderwijs ingericht, erkend of gesubsidieerd door de Staat;

» 2° van een getuigschrift van patroonsbekwaamheid voor het beoogde beroep en geveerd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft;

» 3° van een diploma van burgerlijk ingenieur.

» § 3. Moeten eveneens geacht worden het bewijs van de kennis van het bedrijfsbeheer te leveren zij die blijf geven van een handels- of ambachtspraktijk beoefend naar de modaliteiten en in de voorwaarden bepaald bij het artikel 6, b of c, van de wet van 15 december 1970, en bij de artikelen 34, 35 of 36 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971.

» § 4. Moeten eveneens geacht worden het bewijs van de beroepskennis te leveren zij bewijzen gedurende ten minste vijf jaar in de loop van de tien jaren die hun aanvraag om getuigschrift voorafgaan :

» a) hetzij als ondernemingshoofd te hebben uitgeoefend één of meerdere werkzaamheden, beoogd in artikel 2, van dit besluit of zonder door een arbeidsovereenkomst te zijn gebonden het dagelijks beheer te hebben waargenomen van een onderneming of een inrichting waar die werkzaamheden werden uitgeoefend;

» b) hetzij aan de uitoefening van één of meerdere van dezelfde werkzaamheden te hebben deelgenomen als bediende in een leidende functie, als helper van een ondernemingshoofd of als werkmans die, tewerkgesteld als elektriciens, hetzij voor binneninstallaties, hetzij voor installaties van telefonie, signalisatie en zwakstroom, gedurende twee jaar ten minste behoorde tot de categorie van geschoolde monteurs-électriciens zoals die is vastgesteld op het vlak van het berekenen van de regelingslonen, bij de collectieve arbeidsovereenkomsten in het Nationaal Paritair Comité voor de sectoren welke aan de metaal-, machine- en elektrische bouw verwant zijn, gesloten en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

» De ondernemingshoofden kunnen op deze bepaling slechts aanspraak maken voor zover zij in het handelsregister waren ingeschreven gedurende gans de tijdsruimte bepaald in lid 1 van deze paragraaf.

» Wanneer zij overeenkomstig de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister werden ingeschreven, dient de inschrijving de rubrieken te vermelden die met de vereiste werkzaamheid of werkzaamheden overeenstemmen.

» In geen geval mag een werkzaamheid in aanmerking genomen worden die verricht werd door een persoon van minder dan achtien jaar oud.

» La preuve de cette activité sera faite au moyen des documents prévus aux articles 34, § 2, 35, § 2, ou 36, § 2, de l'arrêté royal du 25 février 1971, pour autant que ceux-ci précisent la nature de l'activité en question et, dans les cas prévus au littéra b, ci-dessus, les fonctions ou les catégories requises.

» A défaut de cette précision, la preuve complémentaire de la conformité de l'activité et, le cas échéant, de la fonction ou de la catégorie requise, pourra être apportée par tous moyens de droit, y compris les témoignages, pour autant que ceux-ci émanent d'un organisme public ou d'intérêt public ayant constaté le fait attesté, antérieurement à la demande, dans l'exercice de sa mission propre, ou, le cas échéant, d'un employeur du demandeur. »

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Sans préjudice de la dispense prévue par l'article 19, § 3 de la loi du 15 décembre 1970, ne sont pas soumises aux conditions de connaissances imposées, les personnes physiques qui, du 13 décembre 1963 au 13 décembre 1967, ont participé d'une manière habituelle et sous l'autorité et la surveillance d'un tiers à l'une des activités qui entrent dans le champ d'application du présent arrêté, tel qu'il est défini à l'article 2 et qui ne prouvent au moyen d'une attestation délivrée par l'administration communale, à la suite d'une demande introduite avant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 2 mai 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TANDEMANS

Le Secrétaire d'Etat

adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

» Het bewijs van deze werkzaamheid moet geleverd worden door middel van de stukken bedoeld bij artikelen 34, § 2, 35, § 2, of 36, § 2 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971, voor zover deze stukken de aard van de bewuste werkzaamheid en, in de gevallen bedoeld onder littera b) hierboven, de vereiste functies of categorieën nauwkeurig aanduiden.

» Wordt die nauwkeurige aanduiding niet gegeven, dan kan het aanvullend bewijs van de overeenstemming van de werkzaamheid en, in voorkomend geval, van de vereiste functie of categorie geleverd worden door enig ander rechtsmiddel, met inbegrip van getuigenverklaringen voor zover die uitgaan ofwel van een openbaar organisme of organismen van openbaar nut dat het bevestigde feit op een vóór de aanvraag gelegen tijdstip en bij de uitvoering van zijn eigen taak heeft vastgesteld ofwel, in voorkomend geval, van een werkgever van de aanvrager. »

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Onverminderd de vrijstelling waarin artikel 19, § 3 van de wet van 15 december 1970 voorziet, vallen niet onder toepassing van de gestelde eisen inzake kennis, de natuurlijke personen die van 13 december 1963 tot 13 december 1967, regelmatig en onder leiding en toezicht van een derde hebben deelgenomen aan een van de werkzaamheden die vallen binnen het toepassingsgebied van dit besluit, zoals dit bepaald is in artikel 2 en die zulks bewijzen door middel van een attest dat hun werd uitgereikt door het gemeentebestuur ingevolge een aanvraag die werd ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van deze bepaling. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

De Staatssecretaris

toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Exécution de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936, réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires

Par arrêté ministériel en date du 4 mai 1972, a été inscrit l'avis qui a été adressé au Ministre des Affaires économiques par l'entreprise de prêts hypothécaires ci-après désignée :

« Financière générale belge », en abrégé : « Figebel », société anonyme, Niklaas Desparssstraat 9, Bruges.

Par arrêté ministériel en date du 4 mai 1972, a été inscrit l'avis qui a été adressé au Ministre des Affaires économiques par l'entreprise de prêts hypothécaires ci-après désignée :

« Société commerciale et immobilière », société anonyme, rue Royale 47, 1000 Bruxelles.

Déclaration d'utilité publique. — Lignes électriques

Un arrêté royal du 31 mai 1972 modifie une déclaration d'utilité publique délivrée au bénéfice de la S.A. « U.C.E. - Linlux-Hainaut », à Charleroi, pour l'établissement de canalisations électriques sur le territoire des communes de Trivières, Saint-Vaast, Haine-Saint-Paul, Haine-Saint-Pierre, Morlanwelz, Mont-Sainte-Aldegonde, Carnières, Piéton, Chapelle-lez-Herlaimont, Trazegnies, Gouy-lez-Piéton, Courcelles, Viesville, Thiméon, Gosselies, Wayaux, Heppignies, Wangenies, Fleurus, Lambusart et Fartennes.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936, tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen

Bij ministerieel besluit van 4 mei 1972 werd ingeschreven het bericht welke tot de Minister van Economische Zaken opgezonden werd door de navenomelde onderneming van hypothecaire leningen :

« Algemene Belgische Financieringsmaatschappij », in het kort : « Figebel », naamloze vennootschap, Niklaas Desparssstraat 9, Brugge.

Bij ministerieel besluit van 4 mei 1972 werd ingeschreven het bericht welke tot de Minister van Economische Zaken opgezonden werd door de navenomelde onderneming van hypothecaire leningen :

« Société commerciale et immobilière », naamloze vennootschap, Koningsstraat 47, 1000 Brussel.

Verklaring van openbaar nut. — Elektrische lijnen

Een koninklijk besluit van 31 mei 1972 wijzigd een verklaring van openbaar nut afgeleverd ten voordele van de N.V. « U.C.E. - Linlux-Hainaut », te Charleroi, voor het aanleggen van elektrische leidingen op het grondgebied der gemeenten Trivières, Saint-Vaast, Haine-Saint-Paul, Haine-Saint-Pierre, Morlanwelz, Mont-Sainte-Aldegonde, Carnières, Piéton, Chapelle-lez-Herlaimont, Trazegnies, Gouy-lez-Piéton, Courcelles, Viesville, Thiméon, Gosselies, Wayaux, Heppignies, Wangenies, Fleurus, Lambusart en Fartennes.